



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté n°2025/ICPE/461 portant prescriptions complémentaires  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
S.A.S. Laiterie du Val d'Ancenis à Ancenis-St-Géréon**

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire), relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R. 511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;

**Vu** la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) N°2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, publiée au journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019 ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire-Bretagne 2022-2027, approuvé le 18 mars 2022 ;

**Vu** le rapport de présentation du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Estuaire de la Loire révisé, validé par la Commission locale de l'eau le 13 décembre 2022.

**Vu** les actes administratifs autorisant la S.A.S Laiterie du Val d'Ancenis à exploiter une laiterie située à Ancenis, Z.I de l'Hermitage et en particulier, l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2005 ;

**Vu** le dossier de demande d'autorisation environnementale, déposé par la communauté de communes du pays d'Ancenis et soumis à évaluation environnementale et à enquête publique, pour la construction de la nouvelle station d'épuration de la Bigoterie ;

**Vu** l'avis, en date du 25 octobre 2021, de la mission régionale d'autorité environnementale sur cette demande ;

**Vu** le procès-verbal de synthèse, en date du 22 juillet 2022, du commissaire enquêteur sur cette enquête publique, réalisée du 20 juin au 20 juillet 2022 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021/ICPE/016 du 09 février 2021, modifié par arrêté préfectoral complémentaire n°2021/ICPE/165 du 02 juillet 2021 ;

**Vu** le porter-à-connaissance dans le cadre de la création d'une station d'épuration complémentaire déposé par la S.A.S Laiterie du Val d'Ancenis le 24 mai 2022 puis le 17 février 2023 puis complété en dernier lieu le 5 octobre 2025 ;

**Vu** la note d'accompagnement à la proposition de programme d'autosurveillance RSDE, en application de l'Arrêté Ministériel du 24 août 2017, déposée le 13 décembre 2022 par la S.A.S Laiterie du Val d'Ancenis ;

**Vu** le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur principal des installations classées en date du 28 octobre 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis le 28 octobre 2025 à la S.A.S Laiterie du Val d'Ancenis, en application de l'article R. 512-26 du code de l'environnement, l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** l'absence d'observation de la S.A.S. Laiterie du Val d'Ancenis ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article L. 512-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L. 211-1 et L. 511-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**Considérant** l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2005 autorisant la S.A.S. Laiterie du Val d'Ancenis à prendre en charge les effluents de Galliance (ex-Gastronome) ;

**Considérant** l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2023 autorisant la S.A.S. Laiterie du Val d'Ancenis à rejeter des concentrations et flux de polluants dans le réseau d'eaux usées urbaines d'Ancenis ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral n°2021/ICPE/016 du 09 février 2021 autorise Galliance à rejeter ses eaux résiduaires dans l'installation de pré-traitement de la S.A.S Laiterie du Val d'Ancenis ;

**Considérant** que, dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé pour la construction de la nouvelle station d'épuration de la Bigoterie, l'acceptabilité du milieu a été étudiée en prenant en compte les rejets de la future station d'épuration urbaine ainsi que ceux du futur ouvrage épuratoire, déaccordé, de la S.A.S Laiterie du Val d'Ancenis ;

**Considérant** que l'augmentation du flux liée exclusivement aux modifications d'activité de la S.A.S Laiterie du Val d'Ancenis n'est pas substantielle au regard de l'étude d'impact objet de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du 25 octobre 2021 et de l'enquête publique qui s'est déroulée du 20 juin au 20 juillet 2022 ;



**Considérant** que les valeurs limites d'émission proposées par la S.A.S. Laiterie du Val d'Ancenis, pour les macropolluants, sont comprises dans les intervalles de valeurs (MTD 12) définies par la décision européenne susvisée du 12 novembre 2019 ;

SUR la proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## ARRÊTE

### Article 1 – Objet

L'arrêté préfectoral n°2005/ICPE/340 du 12 décembre 2005 complété, fixant les règles de fonctionnement des activités de la S.A.S Laiterie du Val d'Ancenis située Z.I. de l'Hermitage à Ancenis, est complété par les prescriptions ci-après.

Le présent arrêté abroge les articles suivants de l'arrêté préfectoral n°2005/ICPE/340 du 12 décembre 2005 :

- 6.3 (Rejet des eaux usées industrielles) ;
- 6.5 (Admission des eaux usées industrielles des autres établissements de la zone de l'Hermitage) ;
- 6.6 (Conduite des eaux usées industrielles vers la station communale) ;
- 6.7.2 (Canalisation individuelle de raccordement à la station communale) ;
- 7.3.2 (Fonctionnement dégradé) ;
- 7.4 (Eaux mixtes en sortie de station urbaine) ;
- 7.5 (Dilution des effluents).

### Article 2 - Mise à jour des rubriques de classement

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022/ICPE/457 du 16 janvier 2023 est remplacé par les dispositions suivantes :

N° Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques	Régime
3642-1	Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires 1. Uniquement de matières premières animales, avec une capacité de production supérieure à 75 t de produits finis par jour.	244 t/j	A
4130-2 a)	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	55 t d'acide nitrique avec concentration supérieure à 26,5 %	A
4735-1 a)	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 1,5 t	Situation actuelle : Réseau Services généraux : 6,8 t Réseaux Beurrerie : 3,3 t Réseau MSD : 1,5 t Réseau PFPF : 0,4 t Total ammoniac : 12 t  A compter de 2027 : Réseau Services généraux : 3,3 t	A

		Réseau PFPF : 0,4 t Total ammoniac : 3,7 t	
2910-A-1	Combustion Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...] si la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure ou égale à 20 MW	Chaudière 1 : 15 MW Chaudière 2 : 15 MW Puissance totale : 30 MW	E
2921-1-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de). 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée étant supérieure à 3 000 kW	Circuits : - Fromagerie : 481 kW - Beurrerie : 1080 + 3 330 kW - Atelier 45000 Coproduits : 2 325 kW - Atelier MSD : 800 + 1 036 kW - Services généraux : 1 411 kW - Plateforme : 1043 + 1 043 kW  Puissance totale : 12 549 kW  A compter du 01/01/27 : Fromagerie : 481 kW Atelier 45 000/Coproduits : 2 325 kW Atelier MSD : 800 kW Services généraux : 8 133 kW PFPF : 1 043 + 1 043 kW Puissance totale : 13 825 kW	E
1510-2-b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m <sup>3</sup>	Groupe IPD – ILS : 2 195 T – 127 744 m <sup>3</sup>  Groupe IPD – Fromagerie/Beurrerie/Plateforme PF /Magasin Emballage /Sopardex: 4 496 T – 368 156 m <sup>3</sup>  Volume total des entrepôts : 495 900 m <sup>3</sup>	E

1185-2-a	<p>Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009.</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation</p> <p>a/ Équipement frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieur à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	1 200 kg	DC
4734-2-c	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Pour les autres stockage :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	Gazole / Fioul :300 t	DC
2925-1	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	250 kW	D
4441-2	<p>Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2t mais inférieure à 50t</p>	11 t	D
4710-3	<p>Chlore</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 500 kg</p>	250 kg	D
2750	Station d'épuration collectives d'eaux résiduaires industrielles		A
3710	Traitement des eaux résiduaires industrielles : Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V		A

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

**\*\*Volume autorisé :** éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Préfecture de la Loire-Atlantique

Tél : 02.40.41.23.38

Mél : [pref-icpe@loire-atlantique.gouv.fr](mailto:pref-icpe@loire-atlantique.gouv.fr)

6 QUAI CEINERAY – BP 33515 – 44035 NANTES CEDEX 1



Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	5 piézomètres destinés au suivi de la qualité des eaux souterraines Profondeur : 15 m	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	> 20 ha (superficie totale du site ICPE= 221 000 m <sup>2</sup> sans considérer le bassin versant amont)	A

(\*) A (autorisation), D (Déclaration)

### Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut « seuil bas » par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R511-11 du code de l'environnement pour la rubrique 4130.

### Réglementation IED

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique principale est la rubrique 3642 relative à Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF Industries agro-alimentaires et laitières (FDM).

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique secondaire est la rubrique 3710 relative au traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique secondaire sont celles associées au document BREF Traitement des Déchets (WT).

Dans le cadre du prochain réexamen IED au titre du BREF principal FDM, un réexamen au titre du BREF WT sera réalisé par l'exploitant.

## **Article 3 - Dispositions générales sur les réseaux et équipements**

En complément des dispositions prévues à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (article 4 notamment), les dispositions suivantes sont respectées :

- les réseaux ainsi que les tuyauteries et câbles franchissent les voies de circulation sous des ponceux ou dans des gaines, ou sont enterrés à une profondeur convenable. Ils sont conçus pour résister aux contraintes mécaniques des sols. Ils sont repérés ;
- les appareils, machines et canalisations font l'objet de mesures de protection adaptées aux agressions qu'ils peuvent subir : chocs, vibrations, écrasements, corrosions, flux thermiques ;
- les vannes portent leur sens de fermeture de manière indélébile.  
Ils sont faciles d'accès et repérés par tout dispositif de signalisation conforme à une norme ou une codification usuelle permettant de reconnaître sans équivoque la nature des fluides transportés (plaques d'inscriptions, code des couleurs) ;
- les réseaux, comprenant notamment les secteurs raccordés, les regards, les points de branchement et les canalisations, sont entretenus en permanence et font l'objet d'examen

périodiques appropriés permettant de garantir leur bon état. Ils sont reportés sur un plan régulièrement mis à jour.

#### Article 4 - Origine des approvisionnements en eau

Les installations sont alimentées en eau par deux ressources :

- le réseau public d'adduction de la commune d'Ancenis-Saint-Géréon ;
- les « eaux issues du lait ».

Le prélèvement maximal autorisé en eau du réseau public d'adduction est de 680 000 m<sup>3</sup>/an.

Le réseau de recyclage des « eaux issues du lait » est totalement séparé de celui alimenté par l'eau de ville.

Les « eaux issues du lait » sont recyclées pour partie. La part non-utilisée est envoyée vers la station d'épuration.

La réutilisation des eaux issues des matières premières doit être réalisée conformément au décret 2024-33 du 24 janvier 2024, au décret modificatif du 8 juillet 2024 ainsi qu'à l'arrêté du 8 juillet 2024.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau. Notamment, la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

L'exploitant met en œuvre les actions de réduction de la consommation d'eau identifiées dans son diagnostic des consommations, réalisé en application de l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2019.

De plus, en situation de sécheresse, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :

Actions	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Sensibilisation du personnel	X	X	X	X
Suivi journalier des consommations	X	X	X	X
Priorisation des réparations des fuites	X	X	X	X
Arrêt de l'arrosage des espaces verts		X	X	X
Décalage des activités exceptionnelles consommatrices d'eau	X	X	X	X
Réduction de la fréquence des lavages extérieurs des citernes		Tous les deux jours	1 fois par semaine	Arrêt des lavages
Allègement des tests sprinklage si circuit ouvert		Toutes les 2 semaines	Toutes les 3 semaines	Toutes les 4 semaines

#### Article 5 - Traitement et rejet des effluents

##### Article 5.1 - Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Eaux industrielles ;
- Eaux sanitaires ;
- Eaux pluviales.

##### Article 5.2 - Collecte des effluents



La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### **Article 5.3 - Réception des eaux résiduaires industrielles à traiter**

Tout raccordement doit faire l'objet d'une convention préalable passée entre les parties productrices d'effluents et le titulaire de la présente autorisation d'exploiter la station d'épuration. Cette convention définit les critères d'acceptation des effluents dans le système de traitement (caractérisation des effluents, concentrations et flux limites à respecter, gestion des indisponibilités ou dérives, des accidents ou incidents, etc.), les modalités de rejet et de surveillance des effluents. La convention prévoit les actions à mettre en œuvre par les deux parties en cas de non-respect. Ces conventions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en place un dispositif de contrôle lui permettant de s'assurer du respect des conditions fixées dans les conventions. Il s'assure notamment régulièrement que les caractéristiques d'entrée des effluents à traiter respectent les valeurs de dimensionnement de la station d'épuration ainsi que les caractéristiques fixées dans les conventions de traitement. Ces contrôles en entrée peuvent être réalisés conjointement avec la surveillance des rejets imposée à chacun des établissements raccordés.

En cas de dysfonctionnement des installations de l'une ou l'autre des parties signataires de la convention, et notamment en cas d'incident ou accident, une information réciproque est donnée sans délai pour engager les mesures nécessaires pour prévenir toute pollution du milieu.

Une information préalable est également assurée entre les parties concernant les périodes de maintenance, d'entretien, de fermeture ou en cas de baisse significative d'activités et de réalisation d'opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux.

Toute substance non listée à l'article 5.9.2 du présent arrêté, mais qui serait quantifiée dans les effluents en entrée de station suite à l'information d'un des établissements raccordés ou d'un contrôle spécifique, doit faire l'objet d'une information au préfet par l'exploitant sous la forme d'un porter à connaissance, justifiant de l'acceptabilité de cette substance pour la station d'épuration, et démontrant, au vu des caractéristiques du rejet après traitement, la compatibilité du rejet avec le milieu récepteur.

Toute modification notable des caractéristiques des effluents raccordés (flux, concentration, nouvelle substance, etc.) ou des modalités de traitement par l'exploitant fait l'objet d'une mise à jour de la convention.

### **Article 5.4 - Traitement des eaux résiduaires industrielles**

Les eaux résiduaires font l'objet d'un traitement comprenant une combinaison appropriée de techniques de pré-traitement et traitement, permettant d'assurer la compatibilité du rejet au milieu et l'absence de pollution.

Les techniques de traitement permettent de respecter les valeurs limites fixées à l'article 5.9.2.

L'exploitant tient, à disposition de l'inspection des installations classées, un schéma de principe du traitement et un plan à jour à l'échelle localisant les différents équipements.



Le rejet des eaux résiduaires industrielles traitées peut être coupé à tout moment pour interdire le rejet au milieu récepteur, soit par une vanne située sur la canalisation de rejet, soit par la coupure des pompes assurant le rejet depuis les bassins de traitement.

L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment des dispositions prises pour assurer un niveau de fiabilité des systèmes d'assainissement compatible avec les prescriptions du présent arrêté. En outre, des performances acceptables doivent être garanties en période d'entretien et de réparations prévisibles.

Le contrôle final du pH avant rejet est équipé d'un système d'alarme. Tout dépassement du pH constaté lors de la mesure en continu déclenche une alarme et entraîne des actions correctives pour revenir dans les plus brefs délais aux valeurs limites définies à l'article 5.9.2.

En sus de la surveillance et du dispositif d'alarme lié au pH, l'exploitant définit les paramètres à surveiller permettant de s'assurer du bon fonctionnement de la station d'épuration. Ces paramètres sont mesurés périodiquement et si besoin en continu, avec asservissement à des alarmes.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées :

- les consignes de fonctionnement, de surveillance et d'entretien quotidiens de la station de traitement ;
- les résultats de cette surveillance.

Toute dérive significative des paramètres de suivi doit faire l'objet d'une intervention immédiate.

#### **Article 5.5 - Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement**

La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition, ...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

#### **Article 5.6 - Entretien et conduite des installations de traitement**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

#### **Article 5.7 – Localisation des points de rejet**

Les points de prélèvement pour la surveillance des eaux résiduaires industrielles traitées d'une part, et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées traitées d'autre part, sont situés en amont du mélange avec les autres effluents.

#### Rejet n°1 : Eaux traitées en sortie de la station d'épuration

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées Lambert 93 du point de rejet dans la Loire	Via le réseau communal : X : 383377,47 et Y : 6703618,48
Nature des effluents	Eaux industrielles et eaux vannes et sanitaires
Traitement appliqué	- Prétraitement : dégrilleur, neutralisation pH, dégraisseur, - Traitement biologique : coagulation et floculation, aération et clarification - Traitement tertiaire phosphore
Débit maximal journalier	5 280 m³/j
Conditions de raccordement	Rejet direct au sein de la masse d'eau
Milieu naturel récepteur	La Loire (FRGT28)

#### Rejet n°2 : Eaux pluviales

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Coordonnées Lambert 93 du point de rejet	X : 385329,31 Y : 6706612,23
Nature des effluents	Eaux pluviales de toitures et de voiries issues du site
Traitement appliqué	Séparation hydrocarbures
Conditions de raccordement	Rejet direct au sein de la masse d'eau
Milieu naturel récepteur	Milieu naturel, Marais de Grée (M611)

### Article 5.8 - Conception, aménagement et équipements des ouvrages de rejet

Le dispositif de rejet des effluents dans le milieu est aménagé de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ;
- ne pas gêner la navigation.

Il doit, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention est passée avec le service de l'État compétent.

#### Article 5.8.1 - Aménagement des points de prélèvement

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### Article 5.8.2 - Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.



La détermination du débit rejeté doit se faire par mesure en continu avec enregistrement.

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4 °C.

## **Article 5.9 - Caractéristiques des rejets aqueux**

### **Article 5.9.1 - Dispositions générales**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température du rejet avant mélange avec les eaux rejetées par la station d'épuration urbaine de la Bigoterie : < 30 °C
- pH : compris entre 6,5 et 8,5 enregistré en continu
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

L'exploitant s'assure, par des contrôles appropriés et préventifs, du bon état de la canalisation de rejet jusqu'à l'exutoire et de son étanchéité. Les éléments justifiant la réalisation de ces contrôles sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 5.9.2 - Dispositions spécifiques aux rejets d'eaux industrielles**

Les prescriptions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2005 sont remplacées par les prescriptions suivantes.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Substance / Paramètre	Code SANDRE	Valeur autorisée	Fréquence de suivi
Débit maximum journalier	/	5 280 m³/j	En continu
Température	1301	< 30 °C	En continu
pH	1302	6,5 – 8,5	En continu

Substance / Paramètre	Code SANDRE	Concentration journalière maximum (mg/l) rejet au milieu	Flux journalier maximum* (kg/jour) rejet au milieu	Fréquence de suivi
DCO	1314	90	475	Journalière
DBO <sub>5</sub>	1313	25	132	Journalière
MES	1305	30	158	Journalière
NTK		10	53	Journalière
NGL	1551	10	53	Journalière
Phosphore total	1350	1	5	Journalière
SEH	7464	150	/	Trimestrielle
Chlorures	1337	4000	/	Mensuelle
Cuivre et ses composés	1392	0,15	0,7	Trimestrielle
Zinc	1383	0,8		Trimestrielle
Trichlorométhane	1135	0,05	/	Trimestrielle
Acide chloroacétique	1465	50 µg/l	/	Trimestrielle
Nonylphénols	1958	25 µg/l	/	Trimestrielle
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1	/	Annuelle
Hydrocarbures totaux	7009	10	/	Annuelle
Plomb et ses composés	1382	50 µg/l	/	Annuelle
Chrome et ses composés	1389	50 µg/l	/	Annuelle
Nickel et ses composés	1386	0,1	/	Annuelle
Indice phénols		0,3	/	Annuelle
Manganèse et composés	1394	1	/	Annuelle
Fer + aluminium	7714	5	/	Annuelle
Etain et composés	1380	2	/	Annuelle
Ion fluorures	7073	15	/	Annuelle
Cyanures libres		0,1	/	Annuelle

(1) ces valeurs pourraient être révisées à la baisse dans le cas où les Valeurs Limites d'Émission ne permettent pas de respecter les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L212-1 du code de l'environnement

\* les valeurs maximales journalières sont applicables à des échantillons prélevés sur 24 heures proportionnellement au débit

## Article 5.10 - Étude de compatibilité milieu

L'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai de 6 mois, une étude de compatibilité de ses rejets portant sur l'ensemble des micropolluants visés dans l'article précédent, réalisée selon l'annexe 4 du guide DCE IOTA de 2012 édité par le Ministère de l'Environnement ainsi que sur les paramètres azotés (nitrites, nitrates et NH<sub>4</sub><sup>+</sup>).

Sous un délai de 6 mois, l'exploitant est tenu de proposer des Valeurs Limites d'Emission en concentration et en flux pour les paramètres dont l'incompatibilité est avérée et permettant de



garantir la compatibilité de ses rejets avec l'objectif de qualité de la masse d'eau réceptrice.

#### **Article 5.11 - Modalités de l'autosurveillance**

Les fréquences de surveillance précisées dans l'article 5.9.2 sont mises en œuvre.

Les résultats de la surveillance, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, doivent être télédéclarés de façon mensuelle (les paramètres mensuels, trimestriels et annuels sont renseignés sur ces analyses mensuelles aux fréquences qui leur est définie en propre). Ils sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 5.12 - Contrôle de recalage et mesures comparatives**

L'exploitant fait réaliser, au minimum tous les deux ans par un organisme extérieur, une vérification complète de la chaîne de mesure des émissions utilisées dans le cadre de l'autosurveillance.

Cette vérification porte d'une part sur les conditions de prélèvement et de conservation des échantillons prélevés et d'autre part sur les mesures et l'exploitation des résultats des analyses exécutées. La conclusion du rapport de vérification permet d'apprécier le caractère satisfaisant de la chaîne de mesure au regard des bonnes pratiques.

Ce document est accompagné d'éventuelles propositions d'améliorations et de leurs modalités de mise en œuvre. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 6 - Sanctions**

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

#### **Article 7 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1) :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté lui a été notifié ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-45 ;
  - b) la publication du présent arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

#### **Article 7 - Publicité**

Le présent arrêté est notifié à la société Laiterie du Val d'Ancenis, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie est adressée au maire de la commune d'Ancenis-Saint-Géréon.

#### **Article 8 - Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune d'Ancenis-Saint-Géréon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Châteaubriant, le 19 NOV. 2025**

**Le PRÉFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**

**Marc MAKHLOUF**

